SFP : non aux licenciements !

Voir pages 5, 6

Jeudi 22 février 1979 – No 1 036

BP 61, 75861 Paris cédex 18 CCP 30 226 72 D La Source 1,70 F

l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Deux poids, deux mesures !

IL Y A un an, une première tentative du Vietnam pour mettre la main sur le Cambodge était repoussée. Il y a six mois, par le biais de multiples persécutions, les autorités vietnamiennes contraignaient à l'exode des centaines de milliers de Vietnamiens d'origine chinoise.

Il y a maintenant à peine deux mois, les autorités vietnamiennes lançaient contre le Cambodge une attaque cette fois d'une telle ampleur que le gouvernement légal, les forces armées et les patriotes de ce pays devaient à nouveau prendre le maquis pour une nouvelle lutte de libération. Car les troupes vietnamiennes, de plus de 150 000 hommes, restaient sur place pour une « normalisation » du type de celle des Soviétiques en Tchécoslovaquie.

Sur ce chemin, chaque pas des autorités vietnamiennes s'accompagnait d'ailleurs d'un resserrement accru des liens avec l'URSS : entrée au Comecon, traité « d'amitié » très spécial, du type de ceux par lesquels l'URSS entraine dans les opérations du type Tchécoslovaquie d'autres pays de l'Est. Liens mais aussi présence de plus en plus massive de conseillers militaires et armes russes...

Lorsque le gouvernement cambodgien lançait des appels aux amis de la paix, aux défenseurs de l'indépendance des pays, lorsque la Chine protestait, appelait les autorités vietnamiennes à plus de raison , il est des voix qui se sont tues. Parmi elles, celles des dirigeants du PCF, ce qui n'est guère pour surprendre : leur soutien aux positions de Moscou est en la matière très net, malgré quelques précautions de langage (sur la Tchécoslovaquie par exemple).

Ce Parti, d'ailleurs, a été des plus prompts par contre à pousser de grands cris lorsque la Chine, après des mois de patience, a fini par riposter aux incessantes provocations vietnamiennes.

Mais il y a aussi la CGT : silencieuse sur l'invasion du Cambodge par le Vietnam, sur les exactions vietnamiennes contre les ressortissants chinois et régions frontalières chinoises, elle joint aujourd'hui sa voix à celle du PCF contre la Chine, qui affirme le caractère limité dans le temps et dans l'espace d'une contre-attaque à laquelle les autorités vietnamiennes l'ont contrainte.

Alors ? Deux poids deux mesures ?

Gilles CARPENTIER

Orages dans le ciel social

– Grèves dans les banques et les assurances ;
– Grève dans le groupe Hersant ;
– Grève toujours à la SFP ;
– Journées pour l'emploi à St-Etienne, Redon, etc. ;
– Situation toujours tendue dans le Nord et en Lorraine.

Et Barre toujours aussi cynique ne promet encore que plus de chômage et fait donner de la matraque :
– A Rouen contre les travailleurs de Kiwi ;
– A St-Denis contre les résidents du foyer Sonacotra.

(Voir pages 3 et 4)

Mardi, les travailleurs de l'entreprise Kiwi de Rouen en grève depuis trois semaines pour des augmentations de salaires manifestaient contre la présence devant leur usine d'un piquet... de policiers assurant la liberté du patron à engager des jaunes pour briser la grève ! Ils ont vivement riposté à une attaque policière contre leur manifestation. Quatre travailleurs ont été blessés, mais il y a eu aussi des blessés en face.

Pham Van Dong à Phom-Penh

3 divisions pour assurer sa sécurité

Dans une dépêche émanant de Bangkok, l'agence AFP indique que des éléments de dix-neuf divisions vietnamiennes, y compris ceux qui sont récemment arrrivés du Laos, sont engagés dans les opérations au Kampuchea (Cambodge).

Trois divisions ont dû être retirées des opérations pour améliorer la sécurité à Phnom Penh lors de la visite du premier ministre vietnamien Pham Van Dong.

Apparemment, les « derniers débris de l'armée de Pol Pot » (c'est l'expression même employée par ce méprisant dirigeant vietnamien) donnent bien du fil à retordre aux envahisseurs.

Les Vietnamiens ont des difficultés pour maintenir leur sécurité, même dans une grande ville comme Phnom Penh ; on comprend qu'il leur faille dix-neuf divisions pour s'efforcer de contenir les patriotes vietnamiens.

Alors que Pham Van Dong est en visite dans ce qu'il voudrait être un pays conquis, la radio du Kampuchea démocratique dénonce le traité soi-disant « d'amitié Vietnam-Kampuchea » qu'il a signé avec les collaborateurs cambodgiens.

Rappelant qu'en juillet 1977, c'est déjà lui qui avait fait signer le « traité d'amitié Vietnam-Laos » elle dénonce le projet vietnamien : créer une « fédération indochinoise » sous contrôle du Vietnam et de l'Union soviétique. Elle affirme que le peuple cambodgien et son armée révolutionnaire qui mènent une guerre de libération nationale contre les envahisseurs ne les laisseront pas réaliser ces plans d'annexion.

Contre-attaque de la Chine aux provocations du Vietnam

Y-a-t-il un risque de 3e guerre mondiale ?

(Voir page 2)

L'accueil enthousiaste de Téhéran à Yasser Arafat

LE voyage de Yasser Arafat, premier dirigeant étranger à se rendre à Téhéran depuis la révolution, de par sa rapidité et de part l'importance qui lui a été donnée par le nouveau gouvernement iranien, démontre clairement l'étroitesse des liens qui unissent désormais la résistance palestinienne et un pays qui, tout récemment encore, était le plus ferme soutien de l'État sioniste d'Israël dans la région.

C'est avant même la chute du Shah que Khomeiny avait annoncé que la première mesure que prendrait son gouvernement serait de suspendre la livraison de pétrole à Israël et à l'Afrique du Sud.

70 % du pétrole israélien provenait d'Iran et cela ne va pas manquer de poser un très sérieux problème aux dirigeants sionistes. De même, geste symbolique, la mission économique à Téhéran a été tout de suite débaptisée et est aujourd'hui devenue le siège du futur bureau de l'OLP en Iran.

C'est un véritable triomphe qu'a fait le peuple iranien au dirigeant de l'Organisation de libération de la Palestine. Il est arrivé samedi à la tête d'une délégation d'une cinquantaine de personne pour une visite de trois jours. *« Cette révolution a changé l'équilibre des forces en faveur de l'OLP et une nouvelle page s'ouvre »* a déclaré Yasser Arafat. Cela est très certainement vrai.

CAMP DAVID NUMERO DEUX

Cette visite de Yasser Arafat à Téhéran coïncide à quelques jours près, avec la réouverture des négociations de Camp David entre Israéliens et Égyptiens sous le patronage des États-Unis. Cette coïncidence n'est cependant pas un hasard. La nouvelle situation créée dans la région inquiète beaucoup les sionistes et les Américains.

Les Américains parce qu'il ont perdu avec l'Iran une carte maitresse de leur stratégie dans la région dans leur confrontation avec l'autre superpuissance qu'est l'URSS. Israël pour toutes les raisons déjà vues.

Il s'agit donc pour l'un comme pour l'autre de trouver rapidement une solution qui ménage leurs intérêts déjà très menacés.

On voit mal cependant comment le Camp David numéro 2 pourrait plus que le Camp David numéro 1 aboutir à une solution réelle. Depuis les premières négociations de septembre, les sionistes n'ont fait qu'intensifier leur opération de colonisation dans les territoires occupés depuis la guerre de 1967, la Cisjordanie et la bande de Gaza. Ils ne se cachent pas d'ailleurs de leur intention de continuer. Le récent *« statut des territoires occupés »* publié par les autorités sionistes, tout comme les dernières déclarations de Moshe Dayan précisant qu'il n'était pas question pour Israël de négocier avec l'OLP, pas plus que de signer un accord impliquant le retrait israélien de Cisjordanie, ferme la porte à toute possibilité de réglement pacifique du problème. Sans doute les Américains feront-ils pression sur Israël pour obtenir des concessions en fonction du nouveau rapport de forces dans la région. Même avec des concessions, cela ne pourra pas de toute façon être suffisant.

Même si un accord devait être signé dans les temps à venir entre l'Égypte et Israël, et cela est loin d'être probable, cet accord établi en l'absence des représentants légitimes du peuple palestinien ne pourrait avoir la moindre valeur quand au réglement du problème principal dans la région qui est celui des droits du peuple palestinien.

Serge FOREST

Echec des négociations Ethiopie - Soudan

Victoires militaires érythréennes

Dans leur résistance à l'agression soviéto-éthiopienne, les guérilleros érythréens comptent essentiellement sur eux-mêmes. Sur la photo, une fabrique d'armes artisanales souterraine.

DES négociations avaient lieu samedi dernier à Freetown, capitale de la Sierra Leone, entre l'Éthiopien Mengistu et les représentants du Soudan. Cela fait plusieurs années que les relations entre les deux pays sont tenues, l'Ethiopie étant notamment accusée par le Soudan d'entretenir des troubles parmi les minorités nationales soudanaises.

On sait par ailleurs que le Soudan offre asile aux réfugiés érythréens chassés de chez eux par le gouvernement éthiopien, soutenu en cela par l'armée soviétique. C'est précisément sur ce point que les négociations ont échoué, Mengistu exigeant que le Soudan ferme ses frontières aux réfugiés.

L'Ethiopie refuse de *« reconnaître le problème érythréen »* a déclaré le représentant soudanais à l'issue de l'entrevue.

Sur le terrain même, en Erythrée, un communiqué du Front populaire de libération de l'Érythrée fait état de l'ouverture, par les forces érythréennes, d'un nouveau front à 20 km d'Asmara.

Utilisant la tactique du repli élastique, les forces populaires érythréennes ont évacué devant l'offensive soviéto-éthiopienne, certaines villes qui avaient été libérées, ceci afin de préserver leurs forces. Ils pratiquent une guerre de résistance et d'usure.

Ainsi, plusieurs victoires ont été enregistrées dans le Sahel, près des villes de Nafca et d'Afabet. Non compté un stock important d'armes prises sur l'ennemi, y compris des armes lourdes.

Les Erythréens ont tué 4 000 ennemis ces derniers jours et capturé un char soviétique T 54.

SF

Contre attaque de la Chine face aux provocations du Vietnam

Y a-t-il un risque de 3e guerre mondiale ?

DES le début, la Chine a présenté son action dans les zones frontalières sino-vietnamiennes comme un acte purement défensif : une contre-attaque rendue nécessaire par la multiplication des attaques vietnamiennes contre le territoire chinois. Elle entend bien limiter son action dans le temps et dans l'espace. Pourtant, certains se demandent si la Chine n'a pas pris le risque du déclenchement d'une nouvelle guerre mondiale : en effet, si l'URSS était intervenue militairement contre la Chine, le conflit ne se serait-il pas étendu à d'autres pays, débouchant ainsi sur une troisième guerre mondiale ? Pourtant, cette hypothèse était, dés le début, fort peu probable. Pourquoi ?

Il faut d'abord rappeler que les provocations vietnamiennes se sont intensifiées au fil du rapprochement de plus en plus étroit entre Moscou et Hanoï.

Poussés par l'URSS, les dirigeants vietnamiens n'ont pas hésité à s'en prendre à la Chine. L'entrée du Vietnam dans le Comecon, la signature d'un traité militaire entre Moscou et Hanoï suivie de la livraison de Mig 23 soviétiques au Vietnam, l'arrivée de plus en plus nombreuse de conseiller soviétiques ont coincidé avec un accroissement de l'arrogance du Vietnam (qui se sentait soutenu et encouragé par l'URSS) contre la Chine et d'autres pays voisins – dont le Laos et le Cambodge ont déjà malheureusement fait les frais.

QUE FAIRE ?

Dans ces conditions, alors que les ambitions du Vietnam se trouvaient relayées par celles – autrement plus vastes – de l'URSS, que devait faire la Chine ? Continuer à se laisser attaquer, laisser sa population se faire tuer sans mot dire, laisser des morceaux de son territoire usurpé par le Vietnam ou bien, après avoir protesté énergiquement plusieurs fois, décider de stopper net les actes d'agression ?

Chacun sait, depuis Munich, que ce n'est pas en reculant devant un agresseur qu'on l'empêche de poursuivre ses agressions. Prendre la décision de riposter fermement à des provocations sans cesse croissantes peut être nécessaire pour donner un coup d'arrêt à ces provocations, qui, sinon, iraient en s'amplifiant.

N'OUBLIONS PAS MUNICH !

Toute l'histoire du déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale montre que les reculades successives des bourgeoisies européennes n'ont jamais empêché Hitler d'arrêter ses agressions, au contraire. En montrant qu'elle n'est pas décidée à se laisser malmener trop longtemps sans réagir, la Chine donne un coup d'arrêt momentané aux ambitions du Vietnam, derrière qui se profile dangeureusement l'URSS.

Ce serait une grave illusion, qui a déjà montré sa malfaisance, de croire apaiser un agresseur, en lui tendant la joue gauche après avoir tendu la joue droite. Ce n'est pas en faisant acte d'allégeance devant les prétendants à l'hégémonie qu'on recule l'échéance d'un nouveau conflit mondial. N'oublions pas Munich !

LE DISPOSITIF PLANETAIRE DE MOSCOU PAS TERMINE

Mais une autre raison explique que le conflit entre le Vietnam et la Chine resterait limité à ces deux pays. S'il est vrai que Moscou prépare une troisième guerre mondiale, pour s'emparer de l'Europe, il est vrai aussi que son dispositif stratégique au niveau mondial n'est pas encore complètement mis en place.

L'URSS s'est déjà emparée d'un certain nombre de points stratégiques dans le monde : en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie où elle a pris la place des USA, en recul constant. Mais ce n'est pas encore suffisant, selon la logique impérialiste du Kremlin pour se lancer dans une attaque d'envergure planétaire, d'autant plus que l'URSS a aussi subi des revers sous les coups des peuples. Rappelons son échec dans sa tentative de s'emparer par deux fois du Zaïre, son expulsion d'Égypte et de Somalie, la résistance de la Roumanie, de la Yougoslavie à ses ambitions...

Que ce soit dans la mainmise soviétique sur des voies de communications, décisives pour couper l'Europe de ses points d'approvisionnement, que ce soit dans la possession de bases de matières premières, indispensables à Moscou, le dispositif soviétique n'est pas encore suffisamment étendu pour que l'URSS prenne maintenant la décision de déclencher la guerre.

LES DIFFICULTES LOGISTIQUES DE MOSCOU

De plus, attaquer la Chine aujourd'hui, l'URSS sait qu'elle n'en a pas encore les moyens matériels, sans compter la condamnation unanime que cela provoquerait chez tous les peuples du monde.

Les difficultés de ravitaillement de l'armée russe, pour ne citer qu'elle, seraient insurmontables dans la mesure où les axes routiers et les voies ferrées font encore nettement défaut dans la partie orientale de l'URSS, vers la frontière chinoise.

Ce que veut l'URSS, c'est l'Europe et pour quoi s'engagerait-elle alors avant terme dans un conflit sans issue.

Claude LIRIA

L'aviation rhodésienne bombarde des camps de réfugiés en Zambie et au Mozambique

L'AVIATION militaire du régime raciste de Rodhésie a attaqué lundi dernier un camp de guérilleros zimbabwe en territoire mozambicain. Cette agression qui fait suite à une précédente attaque, la veille, contre un camp de la ZANU en territoire zambien semble n'avoir fait que peu de victimes du fait de la préparation et de l'organisation du camp face à de telles offensives courantes tout au long de l'année dernière.

En 1978, un bombardement similaire contre un camp de réfugié civils avait faitplus de 500 morts.

Ces actions n'empêchent cependant pas les guérilleros zimbabwe de remporter des victoires décisives sur le terrain. Robert Mugabe, le leader de la ZANU qui dirigeait récemment une représentation du front patriotique, analysait ainsi la situation : *« A présent, nous avons étendu nos opérations à 85 % du sol zimbabwien et créé des zones de libération qui sont entièrement sous notre contrôle. De larges masses y sont organisées dans des collectivités en vu d'appliquer le plan de confiance en soi dans l'agriculture, l'éducation et la santé publique ».*

DANS L'ACTUALITE

Pourquoi les provocations vietnamiennes ?

Selon l'AFP de Pékin, la riposte de la Chine aux provocations vietnamiennes aurait permis de mettre trois divisions vietnamiennes hors de combat.

De plus, sur les sept installations vietnamiennes de missiles pointés vers la Chine, trois auraient été complètement détruites et les quatre autres auraient subi de graves dommages les rendant pour le moment inutilisables. L'action de la Chine reste limitée à une dizaine de kilomètres au-delà de la frontière sino-vietnamienne et doit se terminer par un retrait des forces chinoises juste à la frontière, pour assurer la sécurité du territoire, après avoir atteint ses objectifs.

Alors que l'URSS qui a signé avec le Vietnam un traité militaire n'intervient pas, en tout cas de manière massive contre la Chine, on peut se demander quels étaient les buts des multiples provocations vietnamiennes encouragées par Moscou contre le territoire chinois.

Sans vouloir déclencher un conflit d'envergure contre la Chine conflit qui engendrerait une guerre populaire encore plus massive que celle qui épuise aujourd'hui les occupants vietnamiens au Cambodge, l'URSS, relayée par le Vietnam, poursuivait plusieurs buts :

— D'abord, en harcelant ainsi la Chine à ses frontières, elle l'obligeait à consacrer beaucoup de forces humaines et matérielles à la défense du territoire. Elle retardait ainsi l'effort de modernisation du pays, modernisation dangereuse pour les plans hégémonistes de Moscou dans la mesure où elle rend la Chine plus forte et donc mieux à même de résister à une attaque d'envergure.

Ensuite, pendant que l'attention se concentre aux frontières sino-vietnamiennes, l'URSS continue de mettre en place son dispositif mondial, sans faire de bruit : par exemple, elle continue son engagement militaire aux côtés de l'Ethiopie contre l'Erythrée et personne n'en parle, elle trame des intrigues en Afghanistan et tout reste dans l'ombre, etc.

Bref, elle poursuit discrètement son avance en Afrique et en Asie. Le Vietnam, lui, continue d'occuper le Cambodge où il subit d'ailleurs de lourdes pertes.

Enfin, il ne faut pas laisser de côté les ambitions territoriales propres au Vietnam : les îles Xicha, par exemple, sont l'objet de convoitises vietnamiennes et le Vietnam espérait mettre la main dessus sans encourir de riposte chinoise.

Pour le moment, tous les feux sont braqués sur la frontière sino-vietnamienne, mais le succès de la riposte chinoise en donnant un coup d'arrêt aux provocations, permettra de redonner au vrai problème (l'ambition planétaire de Moscou) toute sa dimension.

CL

La manifestation de St-Etienne.

Les travailleurs de la Loire appellent à l'action unie

CE sont plusieurs dizaines de milliers de manifestants de toute la Loire qui se sont rassemblés le mardi 20 à St-Étienne, à l'appel des syndicats CGT, CFDT, FEN. Temps fort de la journée départementale pour l'emploi, la manifestation, montrait le refus profond des travailleurs de la Loire devant le chômage qui a progressé dans le département de 24 % en cinq ans.

Tôt le matin, plusieurs cortèges se sont formés dans la vallée du Gier, de l'Ondaine et dans la Plaine. Ils ont rejoint à 10 heures le rassemblement place de l'Hôtel de ville à St-Étienne. Certains même, ceux de Firminy, par exemple, sont venus à pied (12 kilomètres) regroupant les manifestants sur leur passage. Ils étaient plus de 4 000 à l'arrivée. Puis s'est formé dans la ville le long cortège pour aller jusqu'à la bourse du travail.

UNE IMPORTANTE MOBILISATION

Plusieurs groupes retenaient l'attention dans cette manifestation, la plus importante jamais vue à St-Etienne : Manufrance, bien sûr, l'entreprise est mise en liquidation judiciaire, les sidérurgistes de Creusot-Loire, les Marrels Frères, les mineurs, dont les dernières mines vont fermer, ceux de J.B. Martin, qui occupent toujours, les armuriers de la MAS, et les plus applaudis, les pompiers en grève depuis un mois et les paysans de la vallée du Forez, venus tracteurs en tête. Les travailleurs de la santé, du textile et les cheminots étaient aussi très nombreux.

Pas un train n'a circulé depuis hier soir dans le département. Une délégation de la SFP a elle aussi été très applaudie.

Les débrayages et les journées de grève ont été nombreux. Les syndicats estimaient que c'était près de 80 à 100 000 travailleurs de la Loire qui avaient arrêté le travail pour répondre à leur appel.

Les parents d'élèves s'étaient joints au mot d'ordre et, pour la première fois, les commerçants ont fermé leur porte par solidarité de 10 h à midi.

CONTINUER L'ACTION

Devant la bourse du travail, la manifestation s'est mobilisée, accueillie par les

(Suite page 4)

Le 16 février à Dunkerque

LA journée du 16 à Dunkerque commence à 5 h 30 avec le piquet de grève d'Usinor Mardyck (près de Dunkerque) : plus de 20 gars déterminés que le froid glacial n'arrête pas et tous les syndicats unis dans cette action, CGT, CFDT, FO et même la CGC. *« Il n'y a plus rien qui tourne dans la boite »* clame un délégué de retour d'une tournée dans l'usine.

A part l'équipe de sécurité, il n'y avait pas plus de 20 non-grévistes sur 1 800 travailleurs. Le piquet, c'était important car cela renforçait l'action du 16 février pour lui donner un caractère plus offensif, ressouder les gars dans l'action. Comme le disait un délégué : *« Si on avait toujours des piquets comme ça à Mardyck, ce serait chouette ! »*. Et pour les délégués avec qui nous avons discuté, le 16, ça doit permettre de redonner confiance aux gars, de relancer l'action. (Voir l'interview dans le quotidien du vendredi 16 février).

A Usinor-Dunkerque, le piquet de grève demandé par la CFDT pour finir ne s'est pas fait. Mais au matin, la grève était suivie à plus de 90 %. Il faut dire qu'une fois de plus Usinor a tué et que la colère est grande. On s'est retrouvé à 10 h 15 place du Minck, à Dunkerque, avec ceux de l'usine des Dunes, (du groupe Creusot-Loire) de l'usine Lesieur, du port autonome, des enseignants, et les pompiers avec leurs voitures rouges et sirènes... En tout, on était près de 10 000.

Un grande manifestation pour Dunkerque, étant donné l'absence des dockers qui font le gros des manifestations habituelles. Ceci dit, ce n'est pas un bien cette absence des dockers. Il y a de l'eau dans le gaz entre l'union locale CGT et le syndicat CGT des dockers dirigé par Gouvar qui s'est séparé de la CGT pour créer son *« Union locale maritime CGT »*. C'est encore une division de plus dans la classe ouvrière.

La manifestation du 16, c'est aussi le blocage de la circulation. Sur l'autoroute et la route nationale 40 le matin, et au carrefour du pont de l'Europe, de midi à midi et demi. Les actions assez neuves à Dunkerque sont drôlement bien accueillies, même si elles auraient pu être plus énergiquement menées encore.

La combativité des gars de Mardyck et d'Usinor-Dunkerque se ressentait dans la manifestation. L'accusation *« Usinor assassin ! »* jaillit des cœurs de nombreuses fois.

Dommage que tous les gars d'Usinor ne se soient pas regroupés pour mieux sentir leur force et créer l'unité entre Mardyck et Dunkerque.

Dommage surtout qu'il n'y ait pas eu de mots d'ordre *concrets* appelant à la solidarité avec Denain, Longwy et refusant tous licenciements. Seule la CGT d'Usinor-Mardyck lançait au bigophone : *« Denain, Longwy, Dunkerque, solidarité ! »*.

Pourtant à la base de cette manifestation, il y a, chez tous les travailleurs, la menace qui pèse sur toute la sidérurgie, le sentiment qu'on est aussi concernés par ce qui se passe à Denain et à Longwy. Pourtant à Usinor-Dunkerque, la CFDT sort un tract qui dit clairement que *« la première étape de la restructuration d'Usinor, c'est Longwy et Denain, et cette étape ne peut être réalisée valablement que si Dunkerque tourne »*, et qu'après la deuxième étape, ce sera pour Dunkerque. Et *« alors il ne sera plus temps de dire ah, si j'avais su »*. Comme cela s'est produit à Louvroil et à Thionville.

L'idée de la lutte nécessaire de *tout* le trust contre la politique patronale et gouvernementale à Denain et à Longwy commence à faire son chemin mais n'est pas assez forte encore pour devenir un levier pour la lutte. C'est pour obtenir cela que les militants du Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) et aussi des délégués CGT et CFDT travaillent.

Qu'après le 16 des liens concrets se nouent entre ceux de Denain et de Dunkerque-Mardyck, entre eux et la Lorraine, entre les sidérurgistes et toute la classe ouvrière ! Et quelle meilleure unité que celle de la lutte menée main dans la main !

Correspondant Dunkerque

Barre, Messmer, Fabre

Les paroles et la réalité

BARRE, Messmer, Fabre. Tel est le trio de politiciens, qui, hier, a eu les honneurs de l'actualité. Tous trois ont discouru sur le chômage. Pendant que Barre se félicitait d'avoir « traité » le dossier de la sidérurgie, traitement qui doit conduire à 26 000 licenciements environ, Messmer, lui promettait monts et merveilles pour la Lorraine tandis que Fabre pérorait sur ses gadgets qui, selon lui, doivent permettre de lutter contre le chômage.

Devant de nombreux patrons invités à un banquet par le journal *L'Express*, Barre y est allé à nouveau de son traditionnel couplet : les travailleurs gagnent trop. Barre a indiqué aux patrons qu'ils devaient limiter davantage l'augmentation des salaires de leurs ouvriers ou employés. Ceci afin de diminuer les coûts de production et la compétitivité des entreprises. *« En ce domaine, a-t-il dit, des résultats ont été obtenus, mais ils sont encore insuffisants »*.

Bien sûr, Barre s'est défendu de mener une *« politique autoritaire des revenus »* c'est-à-dire de blocage des salaires. Certes les salaires ne sont pas bloqués en France, mais la politique du gouvernement tend à ce blocage.

Elle a pour conséquence indubitable une diminution du pouvoir d'achat des travailleurs car le ralentissement des hausses de salaires s'accompagnent de la hausse continue des prix. Cyniquement, Barre a dit que s'il n'a pas envisagé une *« politique des revenus »* avant les élections, c'est pour ne pas compromettre le résultat de celles-ci. Si actuellement, il ne l'envisage pas, c'est pour ne pas susciter une explosion sociale que la conjonction licenciements massifs-blocage des salaires provoquerait certainement.

MESSMER : PROMESSES POLITICIENNES

A propos des licenciements en Lorraine, Messmer, président du conseil général de cette région, a continué à promettre la création de 20 000 emplois. Il s'agit là de promesses d'un politicien soucieux avant tout de conserver son siège de député et de président du Conseil général qui à la prochaine élection législative, pourrait fort bien être compromis. La politique du pouvoir infirme les promesses de Messmer. En effet, elle n'est pas de créer des emplois mais d'en supprimer dans l'ensemble de l'industrie française. La possibilité d'implantation ponctuelle d'usine ou d'administration dans le Nord ou la Lorraine ne constitue qu'une goutte d'eau dans un océan de licenciements.

LES MISERABLES GADGETS DE FABRE

Quant à Fabre, le transfuge, il a soumis à Giscard ses propositions qui *« si elle étaient retenues »* permettraient de créer 320 000 emplois dans un certain nombre de mois, ce qui n'engage personne et surtout pas le pouvoir.

Les licenciements dans la sidérurgie, eux sont précisément fixés à juin prochain.

L'opération Fabre est purement démagogique. Pour le pouvoir il ne s'agit pas de créer des emplois mais de restructurer et donc de licencier. Les misérables gadgets de Fabre, les promesses politiciennes de Messmer ne pèsent pas lourd face à la politique de Giscard-Barre. Elles pèsent le poids des paroles démagogiques devant la lourde réalité des licenciements et du chômage, c'est-à-dire rien.

Henri MAZEREAU

Les travailleurs de la Loire appellent à l'action unie

(Suite de la page 3)

chants révolutionnaires de l'internationale diffusés au haut parleur.

Sous la neige qui tombait doucement depuis le matin, les travailleurs ont écouté les interventions des organisateurs CGT, CFDT, FEN et d'un paysan du CDJA. Elles invitaient à développer l'unité et à continuer l'action.

La manifestation s'est terminée par un appel à se mobiliser pour réclamer au préfet l'interdiction d'un meeting de l'eurodroite qui est prévu le 23 février à St-Etienne dans une salle privée, le maire Sanguedoce ayant refusé de louer les salles municipales.

Les deux points les plus importants après cette manifestation sont : de continuer à renforcer l'unité des travailleurs pour la lutte et l'unité syndicale et donner une nouvelle étape à l'action. C'est ce qu'ont longuement expliqué les dirigeants syndicaux de la Loire dans une conférence de presse qui se tenait après la manifestation.

Cette action du 20 est la huitième depuis septembre dans la Loire et la deuxième centralisée sur St-Etienne, la première ayant eu lieu le 14 décembre. Depuis cette date, des questionnaires circulent dans les entreprises et parmi les organisations et associations, pour savoir quelle forme d'action pourrait permettre un nouveau développement de la lutte. On discute beaucoup en particulier de l'action pour réduire le temps de travail et l'objectif des 35 heures.

LA JONCTION DES LUTTES

Le problème qui aujourd'hui semble le problème clé est celui de la jonction des luttes, la coordination de l'action des départements qui se mobilisent : le Nord, la Lorraine, la Loire-Atlantique, la Loire. Les directions syndicales vont discuter de l'idée d'une marche sur Paris en même temps que celle des sidérurgistes...

La jonction est nécessaire. Tout le monde s'accorde à le dire, et aussi *« d'exporter la combativité »* comme le disait le permanent CGT de l'UD, c'est-à-dire rallier dans l'action les départements limitrophes. *« On n'est plus isolé »* ; le Rhône par exemple était en lutte le 7 février.

L'action peut faire reculer le gouvernement et le patronat et les 197 travailleurs du Péage-de-Roussillon qui viennent, après plusieurs mois d'occupation, d'obtenir d'être reclassés, en sont un exemple encourageant.

Unité, jonction des luttes, voilà qui va sûrement faire discuter beaucoup de travailleurs de la Loire ces jours à venir. Il faut trouver une riposte à la hauteur de l'attaque.

Claire MASSON

L'HUMANITÉ ROUGE – Jeudi 22 février 1979

Mercredi 21 février : les travailleurs du groupe Hersant étaient en grève

C.G.T. — Tract édité par les Travailleurs du Livre des quotidiens FRANCE-SOIR - LE FIGARO - L'AURORE - PARIS-TURF — F.F.T.L.

HERSANT C'EST L'AURORE LE FIGARO France-Soir Paris-Turf

Le liquidateur de la presse, après avoir supprimé plusieurs centaines d'emplois dans ses quatre quotidiens, décide de continuer l'application du PLAN DE SABORDAGE GISCARD-BARRE

NON
- **A LA REMISE EN CAUSE DES ACCORDS,**
- **A DE NOUVELLES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS**

❶ ❷

❶ Ce sont ces engagements signés qu'aujourd'hui Hersant refuse d'appliquer. Il veut, par un chantage à la fermeture des journaux, contraindre les travailleurs de la presse à de nouveaux sacrifices

LA MODERNISATION NE DOIT PAS SIGNIFIER

LA MORT D'UNE PROFESSION

Le tract édité par les travailleurs du livre du groupe Hersant pour leur grève de mercredi. Il a été massivement distribué sur Paris.

Libération immédiate du directeur de «Rouge»

LE directeur de *Rouge*, Alain Bobbio a été incarcéré mardi matin à la prison de Fleury-Mérogis avant d'être transféré mercredi matin à Besançon où il sera présenté au juge d'instruction. Alain Bobbio a été inculpé de *« contre-façon et imitation frauduleuse d'une marque appartenant à autrui »* par le tribunal de Besançon. L'inculpation fait suite à une plainte du journal *L'Est républicain* après l'édition, en juin 1977, d'un numéro de *Lip-unité* portant cette fois le titre de *Lip républicain* et imprimé dans la même typographie que *L'Est républicain*. Bien que ce *Lip républicain* ne portât aucune indication d'imprimeur, le juge d'instruction convoqua néanmoins Alain Bobbio.

Le syndicat national des journalistes a protesté contre cette arrestation *« au moment où le pouvoir laisse ouvertement bafouer les ordonnances de 1944 par les grands groupes de presse, à commencer par celui de Robert Hersant, on peut légitimement s'interroger sur la signification de cette arrestation qui prend des allures de véritable provocation »*.

Le comité de rédaction de l'*Humanité rouge* exige la libération immédiate d'Alain Bobbio et l'abandon de toute poursuite à son encontre.

Communiqué

«Nous n'accepterons jamais la fermeture des foyers»

AUJOURD'HUI après quatre ans d'intimidation et de répression, la Sonacotra et le pouvoir menacent de fermer dix de nos foyers et d'expulser tous les résidents soi-disant pour raisons économiques ! Mais en réalité, pour vider des foyers et faire venir des non-résidents qui signeront une convention particulière, interdisant toute possibilité de grève. Les menaces concernent ce jour quatre foyers :

– Foyer de Nanterre-Maison, 1, allée des Primevères.
– Foyer de Garges-les-Gonesses rue des Prieuses.
– Foyer de Chilly-Mazarin, rue d'Athis.
– Foyer de Villemomble, chemin de la Pelouse, rue Laennec.

La Sonacotra prend pour prétexte le déficit qui serait dû à la grève des résidents.

1) S'il y a déficit de la Sonacotra, les résidents ne sont pas responsables. Déjà, en 1974, avant la grève, le déficit de la Sonacotra se montait à deux-cents millions de francs nouveaux et la grève n'y rentre que pour 10 %.

2) La part de déficit due à la grève, de l'aveu même du ministre Stoléru est résorbé par le Fonds d'action sociale (constitué pour l'essentiel par l'argent des travailleurs immigrés).

3) C'est la Sonacotra qui depuis quatre ans refuse la négociation avec le Comité de coordination, seul et unique représentant des résidents en lutte empêchant ainsi les résidents de payer un prix juste, même à un séquestre désigné par la loi.

4) C'est la Sonacotra et le pouvoir qui ont organisé le vide et le départ massif des foyers en suspendant l'immigration en 1974 et en instaurant des réglements de terreur dans les foyers. Le taux d'occupation est aujourd'hui de 80 % seulement, alors que tous les jours, des travailleurs demandent des chambres que la Sonacotra refuse. Des bâtiments entiers sont vides dans plusieurs foyers (Pierrefitte, Villemomble, etc.)

Si la Sonacotra est incapable aujourd'hui de gérer les foyers, les résidents sont prêts à organiser l'autogestion et régler tous les frais de fourniture.

En tout cas, nous n'accepterons jamais la fermeture des foyers et si la Sonacotra veut utiliser cette menace pour faire le silence sur nos légitmes revendications, qu'elle se détrompe.

Les saisies sur salaires ordonnées par centaines (par des juges racistes comme celui de la 6e chambre de Bobigny qui expulse quarante résidents dans les vingt-quatre heures), les expulsions qu'elle fait peser sur nous pour le 15 mars ne nous feront pas reculer.

Nous continuerons la lutte jusqu'à l'ouverture de véritables négociations avec le Comité de coordination.

Nous invitons tous les journaux à informer largement l'opinion publique sur ces menaces et à participer au procès de fermeture du foyer de Nanterre-Maison qui aura lieu le lundi 26 février 1979 à 10 h au tribunal du Grande instance de Nanterre (préfecture de Nanterre) - 179, avenue Joliot-Curie.

Paris le 20 février 1979

Mercredi 4h30 - Saint-Denis

150 CRS investissent le foyer Romain Rolland

MERCREDI 21 février, à 4 h 30 du matin, 150 CRS accompagnés d'huissiers ont investi le foyer Romain Rolland à St-Denis. Ils sont pénétré dans toutes les chambres et contrôlé les identités des résidents. Ils sont restés plusieurs heures dans le foyer. C'est la première fois, depuis les expulsions de 1976, que les flics interviennent au foyer Romain Rolland à St-Denis. Dans notre édition de demain, nous reviendrons plus en détail sur cet acte intolérable de répression du pouvoir contre les résidents.

Samedi dernier à Strasbourg

Intervention policière au foyer Sonacotra

SAMEDI dernier au matin trois cars de CRS accompagnés d'huissiers entraient dans l'enceinte du foyer Sonacotra de Strasbourg. Les flics réveillaient les résidents pour contrôler leur indentité. Sous la protection des CRS, le directeur du foyer a fermé à clé les chambres des résidents qui momentanément sont en vacances ou pour quelques uns sont hospitalisés à l'hôpital de Strasbourg.

Plusieurs résidents qui sont revenus le jour même de congés en Algérie ont dû coucher dans la salle commune du foyer. La fermeture des chambres est totalement illégale. Une manifestation de protestation a eu lieu dimanche à Strasbourg dans le quartier de Neuhof.

BP 61. 75861 Paris cédex 18 CCP 30 226 72 D La Source

l'HUMANITÉ ROUGE

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Pas un seul licenciement !

Du travail pour tous !

L'ANNONCE de 778 suppressions d'emplois à la SFP (société française de production) ceux qui sont prévus à l'Institut national de l'audio-visuel (INA) et à Télé-diffusion de France (TDF) ont entrainé une riposte immédiate des travailleurs des sept sociétés de l'ex-ORTF : la grève, souvent avec occupation des locaux, les assemblées générales quotidiennes, entrainant le « programme minimum » sur les chaines de radio et de télévision d'État.

Les travailleurs de l'ex-ORTF sont aussi frappés de plein fouet par la même offensive du patronat et du gouvernement que ceux de la sidérurgie du textile, de la navale, de la téléphonie. Partout la crise du capitisme entraine licenciements massifs, fermetures d'usine, restructurations pour amasser le maximum de profits, rentabilisation sur le dos des travailleurs.

Pour faire reculer le patronat et gouvernement, il existe une issue : c'est la lutte unie et résolue de tous les travailleurs, chômeurs et actifs, ceux des secteurs directement touchés ou menacés et ceux des entreprises qui tournent où la grève peut faire mal aux profits du patronat.

Dans la sidérurgie, où 26 000 nouveaux licenciements vont intervenir dans le Nord et la Lorraine, c'est la lutte unie des travailleurs de Denain et de Longwy et de ceux de Dunkerque où les maitres de forges extorquent le plus de profits.

A l'ORTF, c'est la lutte unie des travailleurs des sept sociétés, c'est l'action commune avec tous les secteurs en lutte contre les licenciements.

Contre l'offensive générale du patronat et du gouvernement, le Parti communiste marxiste-léniniste appelle à la mobilisation générale des travailleurs. C'est toute l'expérience du passé qui nous l'enseigne : seule l'action paie !

DENAIN-LONGWY-DUNKERQUE SOLIDARITÉ !
SFP-ORTF MEME COMBAT !

Interview de la cellule du PCML «Commune de Paris» de l'ex-ORTF

HR : Quelle a été la réaction des travailleurs de la SFP à l'annonce des 778 suppressions d'emploi ?

— La réaction a été immédiate. Les travailleurs ne s'étaient pas endormis par les propos rassurants de Labrusse (PDG par intérim). Les organisations syndicales avaient préparé les travailleurs à avoir une réaction immédiate dès l'annonce des licenciements : coupure de l'antenne sans préavis des chaines, grèves des travailleurs de la SFP, retour de tous les tournages, rapatriement des camions de matériel au centre de Joinville occupé.

HR : Comment la grève est-elle organisée ?

— Les dirigeants syndicaux (qui sont plus des porte-parole de la lutte) n'organisent pas vraiment la lutte. Celle-ci s'organise autour de groupes, à la base, qui ont tous l'expérience des échecs des grèves précédentes (1968, 1974 sur la restructuration de l'ex-ORTF, etc) et savent que s'ils ne l'organisent pas à la base, la grève risque de s'effilocher.

HR : Quelle sont les actions les plus marquantes qui ont été menées ?

— Les plus marquantes, nous ne savons pas. Ce que nous savons, c'est que c'est la première fois que les grévistes ont un piquet de grève organisé aux Buttes Chaumont, jour et nuit, que les grévistes ont accaparé le matériel de la SFP pour leur lutte (caméras, sérigraphie des ateliers de décoration, imprimerie du comité d'entreprise, salles de montage, laboratoires de développement de films, service photographique, matériel de sonorisation, studios d'enregistrement, etc.). Il y a eu des actions dures, comme la « décoration » de la residence de Vivien, qui veut lockouter toute l'ex-ORTF, l'exclusion de Clermont-Tonnerre du comité d'entreprise, l'occupation du centre de Joinville, Polanski ne pouvant plus tourner son film, etc.

HR : Comment la masse des travailleurs participe-t-elle à la lutte ?

— La participation est inhabituelle. Des grévistes et d'anciens non-grévistes notoires se retrouvent dans la grève. Les travailleurs de la télévision ont des emplois très différents : cela va du haut cadre aux femmes de ménage. Il y a 350 professions différentes et tout le monde participe, de ceux qui utilisent les contacts qu'ils ont avec des journalistes, des avocats, des conseillers juridiques, aux opérateurs et monteurs qui travaillent sur le film de la grève, au personnel de la cantine qui fait des repas le soir pour les piquets de grève.

HR : Quelle est la place de la bataille juridique (pour retarder les licenciements) dans la lutte ?

— Il y a un risque, c'est que la bataille juridique prenne le pas sur la lutte et les actions en cours. Les organisations syndicales le savent et viennent de mettre les grévistes en garde sur le fait que les réunions du comité d'entreprise, avec Clermont-Tonnerre, ne sont pas des négociations.

HR : Quels liens ont été établis avec les autres luttes (sidérurgie, Manufrance, etc) ?

— Ces liens existent concrètement par l'envoi d'équipes de tournage en grève à Longwy, à Manufrance à Paris pour leur conférence de presse, puis à St-Étienne sur le terrain de la lutte, bientôt à Denain, par la diffusion du film de la grève de la SFP dans tous les centres de l'ex-ORTF et aussi à l'extérieur. Ensuite, par les invitations à ces secteurs en lutte de venir aux assemblées générales, au Cirque d'Hiver lors du gala de soutien des artistes aux travailleurs de la SFP, etc.

S.F.P.

Faire échec aux licenciements !

Dès l'annonce des 778 suppressions d'emploi à la SFP, la riposte des travailleurs a été immédiate : *la grève*, non seulement aux Buttes Chaumont et à Bry-sur-Marne, mais dans les six autres sociétés de l'ex-ORTF, à Radio-France comme sur les chaines de télévision.

Partout, le même refus des licenciements mobilise les travailleurs, ceux qui sont agressés aujourd'hui comme ceux qui le seront demain par la politique de « dégraissage » des effectifs du gouvernement et du patronat.

Pour tous aussi, la volonté de comprendre les raisons de ces licenciemets, afin de mieux les mettre en échec. Les explications n'ont pas manqué : les uns parlant de démantèlement ou de privatisation, d'autres d'attaque du service public, d'autres encore de liquidation nationale et de dissolution de l'identité nationale, etc. Qu'en est-il réellement ? Comment combattre le plan de licenciements du pouvoir ?

Depuis plusieurs années maintenant l'économie de tous les pays capitalistes est frappée par la plus grave crise depuis la Seconde Guerre mondiale. Partout la production a diminué, des entreprises ont fait faillite et ont fermé entrainant des milliers de licenciements. le chômage s'est considérablement développé, dépassant aujourd'hui 1 800 000 personnes en France, près de 9 % de la population active !

La masse des emplois en France a diminué de 1,5 % depuis 1974 !

LA RESTRUCTURATION CAPITALISTE

Dans toutes les branches de l'économie, les patrons et le gouvernement , pour contrecarrer la baisse des taux de profit, restructurent, ferment les entreprises ou les secteurs les moins rentables, procèdent à des licenciements massifs, concentrant leurs capitaux sur un certain nombre de « créneaux » particulièrement compétitifs, aggravent l'exploitation des travailleurs, etc.

L'exemple de la sidérurgie avec les 26 000 licenciements dans le Nord et la Lorraine montre les conséquences de cette crise, mais toutes les branches sont touchées.

Les licenciements à la SFP, ceux qui se préparent à l'INA (Institut national de l'audiovisuel) ou à TDF (Télédiffusion de France) dans le cadre du passage à la direction des télécommunications, sont à replacer dans ce cadre général. Le fait qu'il s'agisse d'entreprises publiques, à capitaux d'Etat, ne change rien. La recherche du profit maximum est partout la même. L'Etat n'a-t-il pas pris le contrôle de la sidérurgie en même temps qu'étaient annoncés les 26 000 licenciements ?

Avec la nomination comme PDG le 15 janvier du haut fonctionnaire Clermont-Tonnerre, la volonté du gouvernement est claire : à l'ORTF comme ailleurs, il veut rentabiliser ses capitaux, en renforçant l'exploitation des travailleurs, « dégraisser » les effectifs.Il n'y a pas d'autres explications aux 778 suppressions d'emplois.

S'AGIRAIT-IL DE DÉMANTELEMENT

Déjà en 1974, lors de l'éclatement de l'ORTF en sept sociétés, certains avaient parlé de démantèlement. Bien sûr, cela pouvait apparaitre comme le but de la loi de 1974. Mais en fait, les sept sociétés ne restaient-elles pas directement sous le contrôle de l'Etat ? Les capitaux ne restaient-ils pas concentrés ? D'ailleurs la monopolisation de l'économie est une loi constante du capitalisme monopoliste d'Etat et elle se développe sans cesse. Non, en 1974, le but de l'éclatement en sept sociétés était de pouvoir plus facilement rentabiliser les capitaux et exploiter les travailleurs en leur retirant leur statut. Le mot d'ordre de statut unique que mettaient en avant les communistes marxistes-léninistes était celui qui pouvait faire reculer le pouvoir. Il reste, aujourd'hui, un mot d'ordre unitaire pour développer la lutte dans toutes les sociétés de l'ex-ORTF.

Aujourd'hui pas plus qu'hier, il ne s'agit de démantèlement réel. L'objectif de la lutte doit être de faire échec au plan de licenciement.

S'AGIT-IL ALORS DE PRIVATISATION ?

Dans le cadre de leurs restructurations, les capitalistes cherchent toujours à utiliser les entreprises sous-traitantes ou à faire appel aux intérimaires. Il ne s'agit pas sur le fond de privatisation (a-t-on vu les petites entreprises privées absorber les gros monopoles d'Etat ?) car les entreprises sous traitantes ou d'intérim sont entièrement soumises aux monopoles qui les utilisent à leur gré. Le véritable mobile, c'est l'exploitation ainsi renforcée, les travailleurs se trouvant de plus licenciables à merci.

Y A-T-IL ATTEINTE AU SERVICE PUBLIC, LIQUIDATION NATIONALE ?

Le problème à se poser, c'est de savoir s'il y a, s'il peut y avoir, un service public dans un système capitaliste. Le pouvoir est entre les mains d'une classe, la bourgeoisie, qui détient les rouages de l'appareil d'Etat.

Il ne saurait y avoir de « service » au-dessus des classes sociales fondamentalement opposées que sont la bourgeoisie et le prolétariat.

Parler du service public d'hier ou d'aujourd'hui revient à masquer le système actuel et sa logique de profit. Il en est de même de la lutte pour la défense de l'intérêt national ou de la revendication de « télé-films d'intérêt national » ou de « quota de production publique audiovisuelle nationale ».

La notion recouvre, là aussi, l'existence de classes aux intérêts antagoniques : il y a des téléfilms bourgeois, d'autres prolétariens. Vouloir à tout prix expliquer les licenciements à la SFP par la liquidation nationale ou la soi-disant domination allemande sur l'Europe, c'est faire dévier la lutte. l'ennemi c'est le pouvoir et son représentant Clermont-Tonnerre. C'est lui que nous devons frapper pour mettre en échec le plan de licenciements et non chercher des boucs-émissaires à l'extérieur.

DU TRAVAIL POUR TOUS !

Ces mots d'ordre s'appuient en fait sur une volonté de tous les travailleurs de l'ORTF, des techniciens aux artistes, d'avoir du travail, de ne pas accepter la logique de rentabilité du système capitaliste. Du travail pour tous est le mot d'ordre qui correspond à la situation actuelle, qui peut unir chômeurs et actifs, les travailleurs menacés et ceux des entreprises qui tournent.

PAS UN SEUL LICENCIEMENT

Pour combattre l'offensive du gouvernement, il faut nous unir sur des bases claires. Il ne faut pas se tromper de cible, mais concentrer nos forces sur des objectifs mobilisateurs.

Ce qui doit nous guider, c'est la défense des travailleurs et non la manière dont le pouvoir s'organisera pour nous exploiter. Aujourd'hui, ce qui est en cause, c'est 778 suppressions d'emplois et, dans l'immédiat, 424 licenciements. C'est inacceptable pour les travailleurs.

Pas un seul licenciemen' est bien l'objectif à mettre en avant. C'est le seul mot d'ordre qui peut nous permettre de nous unir, de nous mobiliser massivement, de développer un rapport de forces favorable pour faire reculer Clermont-Tonnerre à la SFP, les licenciements programmés à l'INA et à TDF, de nous unir avec tous ceux qui sont victimes de la même politique dans la sidérurgie, la construction navale, la téléphonie, etc.

VIGILANCE FACE AUX DIVISIONS

Clermont-Tonnerre va tenter de nous faire accepter l'inacceptable : négocier sur les licenciements, leur nombre, les secteurs concernés, les reclassements possibles dans d'autres sociétés de l'ex-ORTF. Pourquoi est-ce inacceptable ? La rentabilisation que veut opérer le pouvoir à la SFP concerne en fait toutes les sociétés de l'ORTF. Si certains d'entre nous étaient reclassés dans d'autres sociétés, cela entrainerait des licenciements pour compenser les arrivées. Ne parle-t-on pas aujourd'hui à Radio-France et dans les chaines de licencier les cachetiers si arrivent des travailleurs de la SFP ? Accepter de négocier les licenciements ou des reclassements, c'est reconnaitre qu'ils sont inévitables, c'est rentrer dans la logique du système. Face aux tentatives de division de Clermont-Tonnerre et du pouvoir, notre réponse doit être unie et déterminée : pas un seul licenciement !

La combativité des travailleurs de la SFP et des autres sociétés n'est plus à démontrer. En renforçant notre unité, en développant les actions et la popularisation, en nous unissant avec tous les travailleurs en lutte contre les licenciement, et le chômage, nous pourrons mettre en échec le plan de licenciement, faire reculer Clermont-Tonnerre et le pouvoir.

UNITE CHOMEURS-ACTIFS !

Le message de soutien du PCML

Lu lors de l'AG de la SFP du 13 février 79

Le Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste apporte son soutien total aux travailleurs de la SFP en lutte contre les 778 licenciements prévus par le pouvoir.

La crise du capitalisme frappe de plein fouet tous les secteurs de l'économie et entraine des licenciements massifs, fermetures d'usines, restructurations pour amasser le maximum de profits en exploitant toujours davantage les travailleurs. Après le textile, la navale, la téléphonie et les 26 000 licenciements de la sidérurgie, c'est aujourd'hui la SFP.

Mais les travailleurs ne sont pas responsables de la crise, ils n'ont pas à faire les frais des solutions permettant de développer les profits des monopoles. Les licenciements, le chômage ne sont pas une fatalité devant laquelle nous serions impuissants.

Pour faire reculer le pouvoir, il existe une issue : c'est la lutte unie et résolue pour exiger du travail pour tous, refuser tout licenciement.

La détermination des travailleurs de la SFP et de ceux des autres sociétés de l'ex-ORTF, sur l'objectif pas un seul licenciement, permettra de faire reculer Clermont-Tonnerre et le pouvoir.

SFP, sidérurgie, navale, solidarité !

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM. . . . . .
PRÉNOM. . . . . .
Lieu de travail. . . . . .
Adresse . . . . . .
Code postal . . . . . .

(A retourner à la boite postale de l'Humanité rouge).

Abonnez-vous à l'Humanité rouge

Quotidien et Bimensuel

Remplir le coupon d'abonnement et le renvoyer à l'adresse suivante :

L'HUMANITE ROUGE
BP 61 75861 PARIS CEDEX 18
Paiement par cheque ou mandat
CCP 30 22672 D LA SOURCE

Quotidien

	Pli ouvert	Abt de soutien	Pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

Bimensuel

	Pli ouvert	Abt de soutien	Pli fermé
1 an	75 F	100 F	150 F
6 mois	38 F	50 F	76 F
3 mois	20 F (7 No)	30 F	40 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.
Nom . . . . . .
Prénom. . . . . .
Rue . . . . . .
Commune . . . . . .
Code postal . . . . . .

ECHOS *des entreprises et quartiers*

A Grenoble, contre les suppressions de classes

Grenoble le 10 février : une manifestation contre la suppression de 210 classes dans le département de l'Isère
Le Trièves est une région agricole montagneuse au sud du département (Photo HR)

Lutte des sapeurs-pompiers professionnels

«Nous démentons formellement les provocations des SPF envers les forces de police»

Communiqué

IL existe en France 12 000 sapeurs-pompiers professionnels. Leur nombre ne croit pas en fonction de l'augmentation de la population dans les villes, loin s'en faut. Un sapeur-pompier professionnel travaille de 75 à 84 heures par semaine.

Il y a deux ans, les organisations syndicales ont signé un accord avec l'Association des maires de France, accord au terme duquel une organisation du travail nouvelle formule était instituée : 24 heures de garde pour 48 heures de repos. Mais les maires des grandes villes refusent d'appliquer cet accord.

Il manque environ 30 000 sapeurs-pompiers professionnels (si on respecte la correspondance entre le nombre d'habitants et le nombre de sapeurs-pompiers).

Les sapeurs-pompiers professionnels exigent la retraite à 55 ans comme dans la police et pour les sapeurs-pompiers militaires de Paris.

Les sapeurs-pompiers ont organisé leur lutte depuis de nombreux mois, plusieurs manifestations ont eu lieu parfois avec des affrontements contre les forces de police comme à Dinard, Dieppe, Lorient, Grenoble.

Ces affrontements sont du fait de la police et non des manifestants Voici d'ailleurs des extraits d'un communiqué intersyndical CGT-CFDT dénonçant les procès d'intention faits aux pompiers :

« Les sapeurs-pompiers démentent et précisent :

Suite à la déclaration de l'intersyndicale de la police :

— Nous démentons formellement la provocation des sapeurs-pompiers envers les forces de police.

— La tentative de pénétration à l'intérieur de la préfecture, l'utilisation de boulons et de grenades lacrymogènes, d'une action concertée d'emploi de la force contre la police par le port de leur tenue de travail (tenue de feu).

Nous tenons à rappeler à la population :

Que les SPP sont « conditionnés » de par leur travail à la protection des vies et des biens et non en tant que « corps d'élite » à une quelconque agressivité envers les forces de police.

Précisent :

Le dépôt et non la projection (dans un premier temps) de fumigènes tout à fait inoffensifs sur la chaussée et dans nos rangs dans un but tout à fait spectaculaire.

D'où :

L'ordre de charger 200 SPP par une cinquantaine de policiers sans avoir engagé au préalable le dialogue avec les responsables syndicaux.

Entrainant :

Une réaction humaine de légitime défense à la vue de camarades blessés par grenades lacrymogènes tirées à hauteur d'homme et du matraquage qui s'en suivit démontrant l'irresponsabilité vis-à-vis des conséquences et l'affrontement inéluctable. Si onze policiers ont été touchés, de nombreux SPP ont également reçu des projectiles et coups, cinq d'entre eux ont été sérieusement blessés, ceux-ci déposeront plainte... ».

Que se passe-t-il dans les assurances ?

DEPUIS de nombreuses années, la Fédération patronale des sociétés d'assurances (FFSA) examine en début d'année avec les organisations syndicales : le rattrapage salarial sur l'exercice écoulé, le calendrier et les propositions d'augmentation des salaires pour l'année en cours. Ces négociations concernent un secteur de plus de 100 000 personnes.

Cette année, la fédération patronale s'est montrée particulièrement intransigeante en proposant un taux de rattrapage de 0,80 % du salaire et en refusant d'ouvrir des négociations sur les augmentations de 1979. Cette intransigeance a été très mal accueillie par les travailleurs des assurances.

A l'appel des organisations syndicales les plus représentatives dans la profession (CGT et CFDT notamment) une manifestation était organisée devant le siège de la FFSA et devant le ministère de tutelle le 6 février 1979. Entre 16 000 et 20 000 salariés de l'assurance ont participé à cette manifestation, ce qui ne s'était pas vu depuis longtemps dans la profession.

Depuis, la lutte a été poursuivie dans les entreprises dont voici quelques exemples :

— Au GAN (Groupe d'assurances nationales) : plusieurs centaines de personnes participent à des mouvements de grèves et de débrayages. Ils retiennent, à la Défense, leur direction réunie en comité inter-entreprises pour l'obliger à négocier.

Trois militants syndicaux sont sanctionnés et traduits en conseil de discipline (un militant CGT licencié ; un militant CFDT et un militant CGT mis à pied pour une durée illimitée). Le personnel bloque le boulevard circulaire de la Défense plus d'une heure.

— A l'UAP (Union des assurances de Paris) : mouvements et débrayages suivis par plusieurs centaines d'employés dans plusieurs établissements du groupe.

— A Le Pelletier, deux heures de grève par jour, manifestation de quartier.

— A la MGF : grève de 2 h 30 suivie par 60 % du personnel.

— A la Préservatrice : cinq cents personnes en grève depuis le 6 février, occupation du hall.

— Groupe VIA (Europe/GFA/Monde/Nord) : environ 1 000 travailleurs manifestent dans leur quartier de travail.

— Au Secours : 125 personnes en grève le mercredi 14 février.

— Au GAMF : 7 heures de grève le 14 février suivies par 180 personnes.

— A La France : 250 personnes font deux heures de grève depuis le 15 février.

Un camarade travaillant dans les assurances.

«Pour que l'évidence de la vérité jaillisse !»

L'APPEL au jugement prononcé par le tribunal de Brest le 21 août 1978 concernant l'explosion de St-Pierre, quartier populaire de Brest, (une explosion qui avait causé la mort de quatre enfants le 19 mai 1975) a été reporté au 26 juin. Il devait avoir lieu le 6 février dernier.

Dans cette affaire, mutation du directeur de GDF, juge d'instruction trois fois changé, témoins des parents non-entendus, etc. : tout se passe bizarrement. Tout était sans doute joué d'avance... et d'ailleurs : la conclusion fut que *« les causes de l'accident sont douteuses (...) et il n'est pas établi que ce gaz provienne de la distribution de GDF »*. A l'évidence, GDF n'a pas la conscience tranquille !

C'est de ce jugement que faisaient appel les familles.

Or, l'avocate qui défendait les parents des victimes a obtenu le renvoi de l'affaire, à quatre jours de l'appel, estimant qu'elle n'avait plus leur confiance. Pourtant, quinze jours avant, elle ne les recevait pas, disant qu'aucun élément nouveau n'était intervenu.

Le jour de l'appel, les parents se rendaient à Rennes après s'être assurés que le jugement aurait bien lieu. Et sur place, on leur annonçait son report !

Voilà bien des épreuves : expertises contradictoires (justice incapable de nommer le gaz, qui semble bien venir des canalisations GDF) ; laissés de côté lors de l'instruction... comme ils disent : *« Nous savions la justice secrète et compliquée, mais nous la croyions compréhensive et juste. Tout s'est ligué contre nous. Passagèrement découragés, nous mettrons tout en œuvre pour que l'évidence de la vérité jaillisse au futur procès ».*

BLOC-NOTES

Dans le prochain bimensuel

UN DOCUMENT PASSIONNANT

Dans le No 49 du bimensuel, qui sort le 21 février, l'interview exclusive que Jiri Pelikan a bien voulu nous accorder apporte son témoignage de militant engagé dans la lutte pour l'indépendance nationale de son pays et pour le respect des droits de l'homme.

Ancien membre du Comité central du Parti communiste de Tchécoslovaquie, exclu de ce parti en 1969 au début de la « normalisation », il vit actuellement à Rome.

Commandez ce numéro de l'Humanité rouge bimensuel à *l'Humanité rouge* BP 61 75861 - Paris Cédex 18– CCP 3022672D - La Source.

PARIS
Réunion-débat pour le soutien à la lutte armée du peuple du Zimbabwe.

Cette réunion organisée par le comité Zimbabwe aura lieu le vendredi 23 février à 20 h 15 à la salle de l'AGECA, 117, rue de Charonne, Paris 11e - Métro Alexandre Dumas.

Avec la participation de Frédérik Shava, représentant de la ZANU en Grande-Bretagne. Présentation des films « Chimoio » et « Voici nos armes ».

Initiative soutenue par le centre d'information sur le Mozambique, l'OCFml, le PCML, le PCRml et l'UCFML.

PARIS XVIIIe
Meeting de soutien au Kampuchea démocratique victime de l'invasion soviéto-vietnamienne.

Dimanche 4 mars à 17 heures – Salle St-Bruno, rue St-Bruno, en face de l'église St-Bernard, au cœur du quartier de la Goutte d'or (métro Barbès ou La Chapelle).
Organisé par le Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) du 18e.

ANGERS
Troupes russo-vietnamiennes hors du Cambodge.

Cette réunion publique aura lieu à Angers le vendredi 23 février à 20 h 30 - Salle Bellefontaine. Y participeront Annie Brunel et le comité des patriotes du Kampuchea démocratique en France. Réunion soutenue par l'OCF-ml, le PCRml et le PCML.

Abonnez-vous à l'Humanité rouge quotidien révolutionnaire des travailleurs

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Querey
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
BP : 61 75861 Paris cédex 18
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10 (répondeur)

Directeur de publication : André Druesne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépot légal 1er trimestre 1979

Le conflit sino-indien de 1962

Quelques jours furent nécessaires à la Chine

LA contre-attaque chinoise, bien que venant après des mois de provocations vietnamiennes à la frontière a fait pousser des cris d'orfraie aux dirigeants de Hanoï. La Chine, d'après eux, *« les envahissait »*. Les Chinois, quant à eux, avaient bien précisé qu'il ne s'agissait que d'une opération limitée dans le temps et dans l'espace, mais destinée à montrer fermement qu'ils n'entendaient pas laisser se perpétrer plus longtemps les exactions vietnamiennes à leur frontière.

Il y a 16 ans déjà, profitant des difficultés occasionnées en Chine par la brusque cessation de l'aide soviétique, les troupes indiennes avaient cru pouvoir organiser des provocations à la frontière chinoise et même en occuper une portion de territoire. La situation n'était, bien sûr, pas la même. Il y a des enseignements à tirer, cependant, de ce qu'avait été alors la ferme réponse de la Chine.

A L'ORIGINE du conflit sino-indien de 1962, il y a les intrigues de l'impérialisme britannique au début du XXe siècle. La Grande Bretagne dominait déjà en Inde, et elle essayait de pénétrer à l'Est de la Chine, dans la région du Tibet. Entre l'Inde et le Tibet existait depuis des siècles une frontière reconnue par tous, et que l'on appelait la « ligne coutumière ». Mais les impérialistes britanniques conclurent un accord avec les dirigeants locaux du Tibet pour fixer une nouvelle frontière, dite « ligne Mac Mahon », qui incorporait à l'Inde 90 000 kilomètres carrés de territoire chinois. Aucun gouvernement chinois ne reconnut jamais cette frontière illégale.

Après la proclamation de l'indépendance de l'Inde (1947), ses nouveaux dirigeants emboîtèrent le pas aux impérialistes britanniques dont ils venaient de se libérer. En 1950, ils firent avancer leurs troupes de la ligne coutumière jusqu'à la ligne Mac Mahon. En vérité, ils espéraient trouver l'occasion de faire passer le Tibet sous leur contrôle en le détachant de la Chine.

En 1959, quand l'Armée de libération chinoise réprima au Tibet une révolte féodale et créa ainsi les conditions pour que le peuple puisse y avancer dans la construction socialiste, les dirigeants indiens virent tous leurs beaux rêves s'effondrer — et ils se lancèrent dans des aventures militaires.

LES PROVOCATIONS INDIENNES (1959-1962)

Les dirigeants indiens firent à nouveau avancer leurs troupes au-delà de la ligne Mac Mahon, c'est-à-dire en occupant de nouvelles parcelles de territoire chinois, en y établissant des têtes de pont. A plusieurs reprises, ces escarmouches firent des morts et des blessés.

En octobre 1962, les dirigeants indiens firent un pas de plus. Le 12 octobre, le premier ministre Nehru donna l'ordre de nettoyer les régions qu'il désirait annexer au-delà de la ligne Mac Mahon. Le 20 octobre, il lança une attaque d'envergure contre les les gardes frontaliers chinois.

L'ATTITUDE PACIFIQUE DE LA CHINE

La Chine ne souhaitait en rien ce conflit. Sa position de principe pour la solution de tous les conflits légués par l'impérialisme à des pays du tiers monde comme l'Inde et la Chine est claire, et elle n'a pas varié depuis. On peut la résumer en trois points :

1) La Chine ne reconnait pas les frontières tracées par les impérialistes sur le dos des peuples concernés ; elle ne reconnait donc pas la ligne Mac Mahon dessinée par les impérialistes britanniques ;

2) Elle estime que ces conflits ne peuvent être résolus que par des négociations pacifiques entre les pays intéressés, et en aucun cas par la guerre ;

3) En attendant que des négociations pacifiques puissent avoir lieu, la Chine s'en tient au statu quo.

La Chine respecta scrupuleusement ces principes . A de nombreuses reprises, elle proposa des négociations au gouvernement indien. En avril 1960, Zhou Enlai se rendit exprès en Inde pour ouvrir des négociations au sommet et, dans l'immédiat, pour éviter les incidents armés qui portaient préjudice aux deux pays et à l'amitié entre les deux peuples. De juin à décembre 1960, des négociations eurent effectivement lieu, mais les Indiens refusèrent de prendre une autre ligne en considération que celle tracée par leurs anciens colonisateurs, la ligne Mac Mahon. Et en même temps, ils continuèrent à faire des incursions armées au-delà de cette ligne.

Le gouvernement spéculait sur les difficultés que traversait la Chine à cette époque sur le plan intérieur. Il pensait qu'elle était trop faible pour se défendre... C'était se fourrer le doigt dans l'œil.

Le 24 octobre, soit quatre jours après le déclenchement par l'Inde d'une grande offensive, le gouvernement chinois fit de nouvelles propositions au gouvernement indien : *« Les deux parties affirmeraient que la question de la frontière sino-indienne devra être réglée pacifquement par voie de négociations. Le gouvernement chinois souhaite qu'en attendant le réglement pacifique de cette question, le gouvernement indien accepte que, sur l'ensemble de la frontière sino-indienne, les deux parties respectent la ligne jusqu'à laquelle chaque partie exerçait son contrôle effectif et que les forces armées des deux parties se retirent respectivement à 20 kilomètres de cette ligne en vue de rompre tout contact ».*

En même temps, *« les gardes-frontières chinois reçurent l'ordre de ne jamais tirer les premiers, en quelque circonstance que ce soit ; de ne pas riposter à moins d'en être réduits à cette extrémité »*. — ainsi que l'expliqua Zhou Enlai dans une lettre du 15 novembre.

Mais le gouvernement indien ignora ces propositions pacifiques et continua ses opérations militaires en causant des pertes en hommes et en matériel à la Chine.

LA CONTRE-ATTAQUE CHINOISE

Alors, et alors seulement, la Chine riposta énergiquement. Les provocations indiennes avaient trop duré ! L'armée chinoise passa à la contre-attaque. En quelques jours, elle repoussa les agresseurs indiens, les pourchassa en territoire indien et les amena à une véritable débandade. Les dirigeants indiens avaient sur-estimé leurs forces, et ils avaient sous-estimé la volonté de la Chine de ne pas laisser grignoter son territoire.

Mais la Chine n'avait absolument pas l'intention de faire ce qu'elle reprochait à l'Inde et de lui voler du territoire !

CESSEZ-LE-FEU UNILATÉRAL DE LA CHINE

Le 21 novembre, le gouvernement chinois publia une déclaration qui indiquait : *« Dès le lendemain de la publication de la présente déclaration, c'est-à-dire à partir du 22 novembre 1962 à 0 heure, les gardes-frontières chinois cesseront le feu sur l'ensemble de la frontière sino-indienne. A partir du 1er décembre 1962, les gardes-frontières chinois se retireront à 20 kilomètres de la ligne de contrôle effectif qui existait entre la Chine et l'Inde au 7 novembre 1959 »* (c'est-à-dire pour l'essentiel la ligne Mac Mahon).

Ainsi, pour la première fois dans l'histoire, sans doute, un pays décidait unilatéralement le cessez-le-feu. En plus, les Chinois libérèrent les prisonniers indiens qu'ils avaient capturés, et ils rendirent toutes les armes indiennes qu'ils avaient saisies !

En réalité, cette attitude était parfaitement conforme à la politique pacifique de la Chine ; en contre-attaquant les forces armées indiennes, elle ne voulait aucunement résoudre le problème frontalier par la force. Elle prenait les mesures imposées par la situation, tout en espérant que les Indiens accepteraient de négocier — seule voie que la Chine estime juste pour résoudre des conflits frontaliers.

Jean SCHUBERT

Prisonniers indiens

Après avoir, pour la première fois dans l'histoire, décidé unitéralement le cessez-le-feu, la Chine libéra tous les prisonniers et rendit toutes les armes indiennes qu'elle avait saisies.

Déjà à cette époque

L'URSS du côté de l'agresseur

En 1962, l'Union soviétique n'était pas encore la puissance expansionniste agressive telle que nous la voyons aujourd'hui. Le Parti communiste chinois avait encore des relations avec le Parti communiste soviétique, et la polémique n'était pas encore publique.

Et pourtant, déjà à cette époque, l'Union soviétique adopta dans le conflit sino-indien une attitude hostile à la Chine. Si dans ses déclarations publiques, ses dirigeants firent mine de ne pas vouloir prendre parti dans ce qu'ils appelèrent un conflit entre *« un pays frère »* (la Chine) et un *« pays ami »*, en privé, ils prenaient ouvertement le parti de l'Inde. Ainsi, le 22 juin 1960, Khrouchtchev déclara à un haut dirigeant chinois : *« Je sais ce que c'est que la guerre. Puisque des Indiens ont été tués, cela signifie que la Chine a attaqué l'Inde »*.

Cette violation ouverte des principes de l'internationalisme prolétarien et de la solidarité entre pays socialistes avait en elle-même une triple signification concrète :

— 1. Elle permettait à Khrouchtchev de se faire bien voir des Américains qui ne rêvaient que de « contenir » la Chine, c'est-à-dire de l'encercler pour l'agresser et la détruire ;

— 2. Elle lui permettait aussi de se faire bien voir des dirigeants indiens et de créer des conditions favorables à une pénétration soviétique en Inde, ce qui allait signifier pour elle un véritable pillage ;

— 3. Elle traduisait aussi la volonté des dirigeants soviétiques d'encercler la Chine et de se lancer dans une politique ouvertement anti-chinoise dont Khrouchtchev avait exprimé l'idée dès 1954 lors d'entretiens avec le dirigeant ouest-allemand Adenauer.